



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 avril 2010

## CONTENU

### Politique commerciale américaine

Rapport sur les obstacles au commerce : deux rapports complémentaires s'ajoutent ..... 1  
Nomination de hauts fonctionnaires affectés au commerce durant le congé pascal ..... 3

### Relations commerciales

Le Partenariat pour la prospérité dans les Amériques et la politique commerciale américaine en Amérique latine ..... 3

Études économiques et articles connexes ..... 5

### Politique commerciale américaine

*Rapport sur les obstacles au commerce : deux rapports complémentaires s'ajoutent*

Deux nouveaux rapports particuliers accompagnent cette année le *Rapport sur les obstacles au commerce 2010 (National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers ou NTE)*. Les deux rapports colligeront des informations relatives aux « mesures sanitaires et phytosanitaires » ainsi qu'aux « obstacles techniques au commerce », autrefois résumés dans une seule catégorie du NTE qui rapportait les obstacles relatifs aux « normes, contrôles, étiquetage et certification ». Selon des porte-parole du Bureau du Représentant au commerce (USTR), de nouveaux outils étaient devenus nécessaires en raison de l'accroissement de ces obstacles particuliers. La publication de rapports particuliers a permis de colliger des informations plus précises qu'auparavant et d'analyser des difficultés d'ordres systémiques plutôt que d'ordres nationaux. Cela permet aussi à l'Administration de donner suite à sa promesse d'analyser et d'appliquer plus sévèrement les règles du droit commercial. Rappelons que le NTE, déposé le 31 mars au Congrès, accompagne chaque année le dépôt de l'Agenda commercial présidentiel depuis l'amendement à la section 303 introduit par la *Loi sur le commerce et les tarifs de 1984*. Le rapport fait état des plus importants obstacles à l'exportation de biens et services, aux investissements directs étrangers (IDE) ainsi qu'à la protection des droits de propriété intellectuelle. L'inventaire de ces obstacles doit orienter et faciliter l'application des accords de libre-échange (ALE) et la formulation de nouveaux objectifs d'ouverture des marchés.

Les principaux obstacles identifiés par les deux nouveaux rapports visent tout particulièrement des mesures imposées par la Chine et l'Union européenne (UE). Le *Rapport sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* détermine en priorité six mesures jugées discriminatoires, dont l'imposition de niveaux maximaux de pesticides, des obstacles au commerce des biotechnologies, ainsi que des obstacles au commerce du porc, des bovins et des volailles. De plus, en réponse aux inquiétudes des dernières années quant aux additifs alimentaires, à l'encéphalopathie spongiforme bovine, à la grippe aviaire ainsi qu'à la grippe H1N1, plusieurs pays ont élevé des barrières protectionnistes qui nuisent lourdement le commerce du bétail et des volailles américain. Le *Rapport sur les obstacles techniques au commerce* identifie quant à lui sept tendances en pleine progression qui entravent le commerce, notamment l'approche normative de l'UE, les normes et régulations chinoises concernant le secteur des technologies de l'information, la non-reconnaissance des agences américaines d'accréditation technique et l'étiquetage des spiritueux. La quasi-totalité de ces barrières non tarifaires étant appliquée par la Chine, il sera intéressant d'observer si des suites seront données à ces nouveaux rapports.



De nombreux pays asiatiques limitent l'importation de bovins américains sous des prétextes sanitaires.



## Chronique commerciale américaine

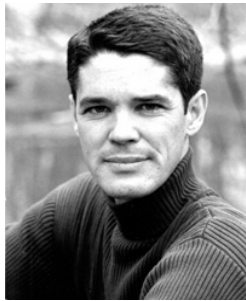
Bulletin d'information, 7 avril 2010

Pour consulter le rapport annuel sur les barrières au commerce 2010 ainsi que les deux rapports complémentaires sur les barrières phytosanitaires et les barrières technologiques, voir, en ligne : <http://www.ustr.gov/trade-topics/enforcement>

Sources : USTR, USTR Steps Up Enforcement Focus with First-Ever Reports on Agricultural, Technical Barriers to U.S. Exports, *Press Releases*, 31 mars 2010, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/march/ustr-steps-enforcement-focus-first-ever-reports-agri>. « U.S. Trade Officials Highlight Importance Of New SPS, TBT Reports », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 13, 2 avril 2010, p. 9-10. « SPS Report Identifies Barriers In China, EU, Key U.S. Trading Partners », *Inside US Trade*, vol. 28, no 13, 2 avril 2010, p. 13-14. « New TBT Report Highlights EU, Chinese Trade Barriers Among Priorities », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 13, 2 avril 2010, p. 14-15.

### *Nomination de hauts fonctionnaires affectés au commerce durant le congé pascal*

Le 27 mars dernier, le Président Obama a annoncé son intention de procéder à plusieurs nominations clés au sein de son administration en lien avec le commerce durant le congé pascal. Le Président possède cette prérogative en cas de différend avec le Sénat sur les nominations, mais celles-ci ne sont valables que pour la durée du mandat sénatorial en cours. Le présent Sénat siège jusqu'à la fin de 2011. Ces nominations au Bureau du représentant au commerce (USTR), au département du Commerce et au département du Trésor étaient bloquées depuis plus d'un an par différents sénateurs républicains.



Michael Punke,  
ambassadeur  
commercial à Genève

C'est ainsi que la fonction d'adjoint représentant au commerce a été officiellement décernée à l'ambassadeur commercial à Genève et représentant permanent à l'OMC Michael Punke et que celle de négociateur en chef dans le dossier de l'agriculture à l'OMC fut confiée à Islam Siddiqui. Bien que ces nominations ne garantissent pas de développements importants dans les discussions du cycle de Doha, elles redonnent de la crédibilité à la politique commerciale américaine dans ce dossier. Eric Hirschhorn a également été confirmé dans ses fonctions de sous-secrétaire au commerce chargé de l'administration des exportations. Il sera donc chargé de mener à bien la réforme des procédures de contrôles sur les exportations chapeauté par le département du Commerce<sup>1</sup>. L'orientation qu'il devrait donner à la réforme laisse peu de doute. En tant qu'ancien secrétaire de l'*Industry coalition on technology transfer*, il était le principal lobbyiste représentant les industries affectées par les contrôles sur les exportations. Notons aussi la nomination de

Frank Sanchez en tant que sous-secrétaire au commerce international au sein du département du Commerce. Par ailleurs, le sénateur Charles Grassley (R-IA), chef de la minorité au Comité sénatorial des finances (*ranking minority member*) a partagé sa déception à la suite de ces annonces, soulignant les effets pervers du contournement des procédures démocratiques habituelles.

Sources : Charles Grassley, « President's Recess Appointments Short-circuit Finance Committee Vetting of Two Nominees », *Press Releases*, 27 mars 2010, en ligne : <http://finance.senate.gov/newsroom/ranking/release/?id=47ec86f3-c94a-4251-bed1-549ef5f309c8>. « Obama Makes Recess Appointments of USTR, CBP, Commerce Personnel », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 13, 2 avril 2010, p. 11.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détail sur la réforme des procédures de contrôles des exportations, voir la Chronique commerciale américaine du 18 mars 2010.

## Relations commerciales

*Le Partenariat pour la prospérité dans les Amériques et la politique commerciale américaine en Amérique latine*

La tenue le 4 mars 2010 à San José au Costa Rica de la 3<sup>e</sup> réunion ministérielle de l'initiative *Pathways to Prosperity in the Americas* (*Partenariat pour la prospérité dans les Amériques* ou PPA) à laquelle la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a participé est une occasion propice de faire le point sur le développement de la politique commerciale hémisphérique des États-Unis. Cet outil de dialogue continental a pris forme à la fin de 2008 lorsque le 10 décembre, à Panama, les représentants des Affaires étrangères et du Commerce (du nord au sud) du Canada, des États-Unis, du Mexique, du Guatemala, du Honduras, du Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica, de Panama, de la Colombie, du Pérou et du Chili ont entériné l'entente du PPA. En 2009, l'Uruguay s'est joint au mouvement qui regroupe aujourd'hui 13 pays membres.

Officiellement, le PPA vise à approfondir les liens entre ces nations démocratiques et libre-échangistes pour généraliser à l'ensemble de la population hémisphérique les bienfaits du libre-échange, donc favoriser le développement, éliminer les barrières non tarifaires et favoriser des pratiques uniformes des droits des investisseurs, des travailleurs et de l'environnement. Le PPA est avant tout un organe international informel de discussions et toutes les organisations internationales continentales et les États non présents aux discussions sont invités à s'y joindre, directement ou comme observateurs. Le PPA oriente les discussions autour de cinq axes ou piliers : 1) le développement; 2) l'ouverture des marchés; 3) la compétitivité; 4) les normes du travail et de l'environnement; 5) les partenariats public-privé. Le PPA recense les projets menés par la Banque Interaméricaine de développement (BID), l'Organisation des États américains (OÉA) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et les classe selon ces cinq axes. Sur près de 600 projets affichés sur le site du PPA, une large majorité correspond à des projets financés par la BID au cours des dix dernières années et classés sous les axes 1 et 3, orientés vers l'ouverture et l'amélioration des structures de marchés. Seulement 29 projets sur 600 portent sur l'amélioration des normes du travail ou des normes environnementales. 521 projets sont menés par la BID, 52 par la CEPALC et 9 par l'OÉA. L'Organisation du PPA chapeaute aussi quelques initiatives mineures de façon autonome.

Le PPA s'inscrit dans la continuité des valeurs de l'internationalisme libéral. L'initiative est judicieusement décrite par l'ancien sous-secrétaire d'État américain aux Affaires hémisphériques, Roger Noriega, comme « 13 États d'obédience similaire regroupés depuis 2008 pour faire la promotion de solutions pratiques et basées sur le libre marché pour favoriser le développement de la région et y endiguer la pauvreté. » Cette définition du groupe en fait bien ressortir les principaux éléments. La notion d'obédience similaire réfère au fait qu'à l'exception de l'Uruguay, les États participants ont tous déjà signé des ALE ou sont en processus de signature d'ALE avec les États-Unis. Ce sont de proches alliés des États-Unis dans l'hémisphère. Ensemble, ils forment le réseau d'accords bilatéraux ou régionaux construits en parallèle du défunt Accord de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).



La secrétaire d'État Hillary Clinton en compagnie du président brésilien Lula da Silva le 3 mars 2010.

Le *Partenariat* apparaît en effet comme une occasion de partager, d'orienter et ultimement d'uniformiser, à l'aide des programmes mis en place, les pratiques commerciales de ces différents États. Les solutions proposées et les projets recensés tendent avant tout à la valorisation et la solidification des droits de propriété et à la diminution des barrières à l'investissement. Bien que



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 avril 2010

le département d'État fasse aussi activement la promotion du volet sur les normes du travail, les normes environnementales et l'accès aux marchés pour les PME dans ses relations avec les médias, trois aspects importants de la nouvelle politique commerciale de l'Administration Obama, les projets qui vont dans ce sens sont peu nombreux. Mis en place à la fin du mandat de George W. Bush, le PPA vise surtout à maintenir le dialogue avec les pays favorables à une reprise éventuelle des négociations commerciales hémisphériques. Celles-ci, rappelons-le, sont sur la glace depuis l'échec du sommet de Mar del Plata.

Jusqu'à présent, le bilan de cette démarche, comme l'ensemble de la politique commerciale américaine de l'Administration Obama en Amérique latine, est pour le moins mitigé. Si le sentiment populaire lui est sympathique, la réaction politique des gouvernements de la région, liée au dirigisme américain de la dernière année, est moins enthousiaste. En effet, la ratification des accords de libre-échange signés par l'Administration Bush avec le Panama et la Colombie, de même que les espoirs d'une normalisation des relations avec Cuba butent sur les réalités nationales. Ainsi, l'annonce du pacte militaire entre les États-Unis et la Colombie a irrité presque l'ensemble des gouvernements du cône sud. Il en fut de même de l'annonce par la secrétaire d'État Clinton lors de sa visite en Amérique latine au début du mois de mars 2010 de la normalisation des relations avec le nouveau gouvernement hondurien sans autres exigences après le coup d'État qui a évincé du pouvoir le président élu Manuel Zelaya. Dans les deux cas, cela a été perçu comme des erreurs diplomatiques. Cette ambivalence survient au moment même où de nouveaux partenaires commerciaux comme la Chine prennent de plus en plus d'importance sur tout le continent. L'annonce faite par le groupe de Rio lors du dernier sommet de la BID à Cancún, le 22 février 2010, concernant son institutionnalisation en 2011 marque bien cette indépendance politique croissante de l'Amérique latine. Rappelons que le groupe de Rio inclut tous les pays d'Amérique à l'exception des États-Unis et du Canada.



L'Assistant-secrétaire d'État aux Affaires hémisphériques  
Arturo Valenzuela

*« [...] nous voulons encourager les pays à exporter, nous voulons encourager les pays à croître, à être plus dynamique, à créer de l'emploi, et à être plus engagé auprès de la communauté internationale. En ce sens, nous ne voyons pas nécessairement [l'émancipation politique et économique de l'Amérique latine] comme quelque chose de dommageable pour nos intérêts; bien au contraire, des sociétés et des économies plus prospères sont dans notre intérêt. »*

— Arturo Valenzuela, Conférence de Presse, 26 février 2010.

L'assistant-secrétaire d'État pour les Affaires hémisphériques, Arturo Valenzuela, a déclaré récemment que les États-Unis ne se sentaient pas menacés par l'émancipation économique et politique des pays latino-américains. Il a rappelé les liens culturels et économiques importants qui unissent les États-Unis à l'Amérique latine et a déclaré que la sécurité des États-Unis se trouvait accrue par l'émancipation économique des pays du Sud, notamment par le développement de nouveaux marchés d'exportation vers la Chine.

Ce bilan mitigé des relations politiques et commerciales entre les États-Unis et l'Amérique latine ne permet pas de conclure à un clivage nord-sud grandissant en Amérique. Les États-Unis y restent un partenaire commercial de premier plan pour l'ensemble des pays. Cependant, il permet certainement de remettre en contexte l'impact d'une initiative comme le PPA qui risque certes d'aider à maintenir les avancées américaines en matière d'uniformisation normative ou de protection des droits des investisseurs, mais probablement pas de convaincre les sceptiques.





# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 avril 2010

Partenariat pour la prospérité dans les Amériques (PPA)	
Pays participants	Canada, États-Unis, Mexique, Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Colombie, Pérou, Chili, Uruguay.
Les 5 piliers	
Pilier I	Accroître le développement en facilitant l'accès au crédit des PME et en favorisant leur intégration aux marchés régionaux et internationaux.
Pilier II	Promouvoir les mécanismes multilatéraux d'ouverture des marchés.
Pilier III	Accroître la compétitivité et les investissements.
Pilier IV	Étendre l'application de normes du travail et de normes environnementales modernes.
Pilier V	Promouvoir le développement de partenariats public-privé.

Pour consulter les déclarations ministérielles du *Partenariat pour la prospérité dans les Amériques*, voir, en ligne : <http://pathways-caminos.org>

Sources : Arturo Valenzuela, « Special Briefing on Secretary Clinton's Travel to Latin America », *Conférence de presse du département d'État*, 26 février 2010, en ligne : <http://www.state.gov/p/wha/rls/rm/2010/137343.htm>. Michael Shifter, « Adios, Amigos. How Latin America stopped caring what the United States thinks », *Foreign Policy*, 2 mars 2010, en ligne: [http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/03/02/how\\_latin\\_america\\_stopped\\_caring\\_what\\_the\\_united\\_states\\_think\\_s?page=full](http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/03/02/how_latin_america_stopped_caring_what_the_united_states_think_s?page=full). Indira A.R. Lakshmanan, « Clinton Seeks Better Honduras Ties in Central America », *Bloomberg*, 5 mars 2010, en ligne: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601070&sid=aGxL4Ai9Lz4Y#>. « Was Hillary Clinton's Latin America Trip a Success? », *IAD Latin America Advisor*, 17 mars 2010.

## Études économiques et articles connexes

Alan Beattie et Chris Giles, «Beijing reprimanded by G20 leaders », Londres, *Financial Times*, 31 mars 2010, p. 8.

Andrew Jacobs et Mark Lander, « Strains Easing, Obama Talks With Chinese Leader », *New York Times*, 2 avril 2010, en ligne : <http://www.nytimes.com/2010/04/03/world/asia/03china.html?hp=&pagewanted=all>

Arvind Panagariya, « An Agenda for Secretary Geithner's visit to India », *Brookings Up Front Blog*, 5 avril 2010, en ligne : [http://www.brookings.edu/opinions/2010/0405\\_geithner\\_india\\_panagariya.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2010/0405_geithner_india_panagariya.aspx)

Jordan Fabian, « Trade representative bearish on completing free trade agreements this year », *The Hill*, 3 avril 2010, en ligne: <http://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/90479-trade-rep-bearish-on-completing-free-trade-agreements-this-year>

Kenneth Davidson, « Democracy a loser in trade free-for-all », *The Age*, 29 mars 2010, en ligne : <http://www.smh.com.au/opinion/politics/democracy-a-loser-in-trade-freeforall-20100328-r536.html>

Patricia Walter et Rene Dell'mour, « Firm level analysis of international trade in services », *IFC Working Papers*, no. 4, mars 2010, en ligne : [www.bis.org/ifc/publ/ifcwork04.htm](http://www.bis.org/ifc/publ/ifcwork04.htm)

Travis McArthur, « Clinton Reversal on NAFTA Model? », *Eyes On Trade*, 30 mars 2010, en ligne: <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2010/03/clinton-reversal-on-nafta-model.html>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 7 avril 2010

## Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

